



Conseil de sécurité
Débat et consultations fermées

La Situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne Résolution 2334 (2016)

New York, le 27 septembre 2023

Déclaration lue par Adrian Hauri
Représentant Permanent adjoint de la Suisse auprès des Nations Unies

Monsieur le Président,

Je remercie le Coordinateur spécial Tor Wennesland pour sa présentation.

Comme l'ont déjà rappelé d'autres collègues, cette année marque la commémoration des Accords d'Oslo. Or, le chemin vers une paix fondée sur une solution à deux États, promise à Oslo, fait face à des obstacles toujours plus imposants.

En premier lieu figure l'augmentation préoccupante des colonies de peuplement. La Suisse rappelle que celles-ci sont illégales au regard du droit international humanitaire et vont à l'encontre de plusieurs résolutions du Conseil de sécurité. Ainsi, la résolution 2334 – et je cite – « exige de nouveau d'Israël qu'il arrête immédiatement et complètement toutes ses activités de peuplement dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est ». Cette même résolution ajoute que les colonies sont « un obstacle majeur à la réalisation de la solution des deux États et à l'instauration d'une paix globale, juste et durable ». Par ailleurs, nous condamnons l'environnement coercitif conduisant au déplacement forcé de communautés palestiniennes. L'absence de protection des Palestiniennes et des Palestiniens face aux attaques, menaces et intimidations des colons – qui sont en nette augmentation cette année, selon OCHA – est particulièrement alarmante. Israël, en tant que puissance occupante, doit s'abstenir de prendre des mesures qui introduiraient des changements permanents dans le territoire palestinien.

Il est alarmant de constater que la situation sécuritaire ne cesse de se dégrader dans tout le territoire occupé. À Gaza, le risque d'implosion est à nouveau élevé alors qu'aucune des parties ne semble prête à une véritable désescalade. Les affrontements violents le long de la barrière de séparation, ainsi que les frappes aériennes en témoignent. La Suisse appelle à la levée du bouclage, imposé depuis bientôt 16 ans sur la bande de Gaza, aussi à la lumière de la détérioration préoccupante de la situation humanitaire. De plus, la réouverture immédiate du point de passage d'Erez est nécessaire pour permettre aux quelques 20'000 Gazaouis d'aller travailler en Israël.

Parallèlement, l'augmentation des tensions en Cisjordanie, notamment à la suite d'opérations israéliennes à Jénine, Jéricho et Naplouse, ou liées à la prolifération de groupuscules armés,

sont également préoccupantes. La Suisse réitère son appel à toutes les parties de respecter leurs obligations en vertu du droit international et de protéger les civils. Elle rappelle les obligations des autorités israéliennes en matière d'usage de la force.

À l'approche de Souccot, nous exhortons les autorités compétentes à minimiser le risque de tensions autour des lieux saints, à respecter le statu quo sur le Haram al-Sharif/Mont du Temple et le rôle de gardien exercé par la Jordanie. Nous appelons les dirigeants de toutes les parties à s'abstenir de toute mesure unilatérale et de tout acte de provocation ou propos inflammatoire, qui attisent les tensions, comme encore démontré ces dernières semaines.

Monsieur le Président,

La Suisse salue la tenue des réunions ministérielles du Comité spécial de liaison (AHLC) et de l'initiative Peace Day Effort la semaine passée à New York. Nous constatons qu'il existe un consensus sur la nécessité de relancer le processus de paix.

La Suisse reste convaincue que seule une solution à deux États, négociée par les deux parties, conformément au droit international et aux paramètres convenus au niveau international, y compris les résolutions du Conseil de sécurité, peut conduire à une paix durable entre Israéliens et Palestiniens. Il s'agit de l'objectif convenu il y a 30 ans à Oslo. À cette fin, la Suisse demeure prête à soutenir toute initiative, y compris à travers ses bons offices.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Mr. President,

I would like to thank Special Coordinator Tor Wennesland for his briefing.

As other colleagues have already pointed out, this year marks the commemoration of the Oslo Accords. However, the road to peace based on the two-state solution promised in Oslo is facing ever-greater obstacles.

First and foremost is the worrying increase in settlements. Switzerland points out that these settlements are illegal under international humanitarian law and run counter to several Security Council resolutions. Resolution 2334 – and I quote – “reiterates [the Council’s] demand that Israel immediately and completely cease all settlement activities in the occupied Palestinian territory, including East Jerusalem”. The same resolution adds that the settlements are “a major obstacle to the achievement of the two-State solution and a just, lasting and comprehensive peace”. We also condemn the coercive environment leading to the forced displacement of Palestinian communities. The lack of protection for Palestinians from settler attacks, threats and intimidation – which, according to OCHA, have increased significantly this year – is particularly alarming. Israel, as the occupying power, must refrain from taking any measures that would introduce permanent changes in the Palestinian territory.

It is alarming to note that the security situation continues to deteriorate throughout the occupied territory. In Gaza, the risk of implosion is once again high, while neither side seems ready for a genuine de-escalation. The violent clashes along the separation barrier and the air strikes bear witness to this. Switzerland calls for the lifting of the closure, which has been imposed on the Gaza Strip for almost 16 years, also in light of the worrying deterioration in the humanitarian situation. In addition, the immediate reopening of the Erez crossing point is necessary to allow some 20,000 Gazans to go to work in Israel.

At the same time, the increase in tensions in the West Bank, particularly following Israeli operations in Jenin, Jericho and Nablus, or linked to the proliferation of armed groups, are also worrying. Switzerland reiterates its appeal to all parties to respect their obligations under international law and to protect civilians. It recalls the obligations of the Israeli authorities with regard to the use of force.

As Sukkot approaches, we urge the relevant authorities to minimise the risk of tensions around the holy sites, to respect the status quo on the Haram al-Sharif/Temple Mount and Jordan's custodial role. We call on the leaders of all parties to refrain from any unilateral measures, provocative acts or inflammatory language, which heighten tensions, as demonstrated again in recent weeks.

Mr. President,

Switzerland welcomes the ministerial meetings of the Ad Hoc Liaison Committee (AHLC) and the Peace Day Effort initiative held last week in New York. We note that there is a consensus on the need to relaunch the peace process.

Switzerland remains convinced that only a two-state solution, negotiated by both parties in accordance with international law and internationally agreed parameters, including Security Council resolutions, can lead to a lasting peace between Israelis and Palestinians. This is the objective agreed 30 years ago in Oslo. In this respect, Switzerland remains ready to support any initiative, including through its good offices.

Thank you.